

RID (Thomas), HECKER (Marc) – *War 2.0. Irregular Warfare in the Information Age*. – Westport, Praeger, 2009. 282 p.

Au confluent des réflexions actuelles sur les guerres irrégulières et de la sociologie des techniques, *War 2.0* apparaît comme un ouvrage original, bien qu'il s'inscrive dans le courant des études de sécurité portant sur le concept de « contre-insurrection », très en vogue dans le monde anglo-saxon dont l'éditeur est d'ailleurs une référence.

La thèse des auteurs – Marc Hecker, un Français doctorant au CRPS et chercheur à l'Institut français des relations internationales, et Thomas Rid, un Allemand docteur en relations internationales et chercheur à la School of Advanced International Studies de l'Université John Hopkins – consiste à identifier les facteurs des changements contemporains de la conflictualité dans la combinaison d'une double évolution culturelle. La première est le retour en force de la guerre dite « irrégulière », c'est-à-dire comprenant des acteurs non étatiques, au sein des forces armées occidentales, tandis que la seconde évolution est la montée en puissance du Web 2.0 ou « Internet social ». Cette combinaison modifie profondément les représentations et les pratiques des acteurs étatiques et irréguliers de ces conflits autant qu'elle change les données profondes de leur déroulement et de leurs conséquences. Car elle pose la question de l'importance de la population, à la fois sur les théâtres d'opérations ou au sein des opinions publiques occidentales. Aux modèles Clausewitzien de la « trinité remarquable » – où la population représente la passion qui anime les forces armées et l'État – et contre-insurrectionnel – pour lequel la population est le « centre de gravité » de conflits de légitimité politique – l'ouvrage oppose deux types idéaux que les auteurs pensent comme la guerre 1.0 (*War 1.0*) et la guerre 2.0 (*War 2.0*). Dans le premier, la communication est essentiellement destinée à accroître l'efficacité de la force militaire, les nouvelles technologies servent donc à augmenter la létalité et la précision des armes, ainsi que la rapidité de décision. Le rôle des médias est réduit au minimum, à travers le concept doctrinal de relations publiques, lequel concerne le contrôle de l'information à destination de l'opinion intérieure. Le deuxième idéal-type est celui des conflits marqués par une plus grande interactivité entre les belligérants et les audiences multiples concernées par le conflit. Dans ce cadre, les nouvelles technologies sont celles qui permettent l'ubiquité de l'action et la rapidité de l'information, tandis que l'adaptation, la réactivité et la manipulation de l'environnement informationnel deviennent les clés du succès, sinon de la victoire. Pour T. Rid et M. Hecker, la nouveauté ne réside pas tant dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication, mais dans l'interaction

entre le discours sur la technique qui les sous-tend et les pratiques militaires et politiques contemporaines. Si les mouvements insurgés ou terroristes sont plus proches du pôle interactif de la guerre 2.0, les armées conventionnelles occidentales sont encore, malgré de nombreuses adaptations et un apprentissage rapide, proches du modèle industriel typique de la guerre 1.0, notamment à travers le paradigme de la « Révolution dans les affaires militaires » (RMA). Selon les thuriféraires de ce dernier, les forces armées occidentales devraient bénéficier d'un avantage asymétrique massif reposant sur l'usage des nouvelles technologies dans le domaine des armes de haute précision et de la numérisation du champ de bataille.

Au cœur des évolutions actuelles, la place des médias dans la guerre irrégulière ne cesse de changer. Dans une perspective historique que les auteurs font remonter à la création du télégraphe optique par Chappe en 1794, il est ainsi patent que les infrastructures de télécommunication – essentiellement marquées par leur origine étatique et militaire et destinées à accroître la capacité de commandement au-delà du « brouillard de guerre » – ont changé de rôle. Initialement en effet, leurs coûts les réservent aux armées conventionnelles, ce qui porte les insurgés à les prendre pour cible de leurs actions (on pense aussi aux actions de sabotage menées dans le cadre de guerres opposant deux États). L'accroissement de la portée sociale des médias à partir de la première guerre mondiale et la baisse des coûts en font également des armes de communication de masse. Ce fait concerne alors autant les États que leurs opposants, notamment révolutionnaires, pour qui la radio ou les affiches deviennent des armes de propagande. Enfin, la prolifération des moyens de communication interactifs et mondialisés mène à une troisième figure : celle des médias en tant que plate-forme. Celle-ci est particulièrement bien illustrée dans les actes d'organisations telles que Al Qaeda, qui recrute et forme par le biais de « sanctuaires virtuels » qui doublent et complètent ses sanctuaires physiques de la frontière afghano-pakistanaise. Le livre de Rid et Hecker est ainsi l'occasion d'une plongée au cœur des opérations de communication menées par les mouvements insurgés et terroristes en ce début du 21^e siècle, dans une gradation entre le plus localement enraciné (Hezbollah) et le plus global (Al Qaeda), les Talibans étant pris entre le « *jihad* global » et une stratégie locale. Notamment, l'enquête montre comment la combinaison évoquée plus haut, qui ressort autant d'une réminiscence des guerres « de libération nationale » de la seconde moitié du 20^e siècle que de la pensée organisationnelle alternative (notamment l'idée d'organisations décentralisées et prenant la forme de rhizomes), offre autant d'opportunités que de risques. S'il est, en effet, possible de s'affranchir partiellement du « terrain humain » sur lequel vivent traditionnellement les insurrections tout autant que de limiter les risques liés à la diffusion physique des informations dès lors que celles-ci sont virtualisées, il est évident que se posent des problèmes de coordination et d'action. L'ouvrage aboutit ainsi, pour ce qui concerne les acteurs « irréguliers », à une conclusion paradoxale : le contexte informationnel issu de « l'Internet social » facilite la « démocratisation » de la doctrine et des savoir-faire extrémistes, permettant la constitution d'un réseau mondialisé de sympathisants, d'auxiliaires ou de « jihadistes », mais il rend improbable la victoire prochaine du « *jihad* » ainsi proclamé et entretenu. S'inspirant des conclusions des études de *marketing* sur l'impact de l'Internet interactif, les auteurs montrent que si le seuil de viabilité des mouvements politiques « marginaux » n'a cessé de baisser, il n'augmente pas pour autant leur chance de gagner un soutien populaire large et stable. Si l'insurrection « globale » est donc moins « populo-centrée » que ne le veut la théorie classique de la guerre populaire maoïste, elle est également plus marginale que jamais.

Mais cette étude est également l'occasion de mesurer comment les armées conventionnelles s'adaptent à ces nouveaux défis. Nouveaux en tant qu'ils modifient les pratiques et les concepts plus que par la grâce de la nouveauté technique. Trois études de cas balayent les représentations, les opérations et les évolutions des trente dernières années dans les forces armées américaines, britanniques et israéliennes. Au-delà des adaptations effectuées du fait des opérations en Irak, en Afghanistan ou dans la bande de Gaza, il faut noter que perdurent des obstacles culturels et institutionnels. La double pression des guerres irrégulières et de l'Internet social conduit ainsi les institutions militaires occidentales à accentuer certaines de leurs tensions internes et externes. Les militaires américains se sont adaptés le plus rapidement et le plus précocement aux impératifs sociaux et culturels de la « guerre au sein des populations », mais sont également soumis aux exigences d'une culture technique de l'efficacité qui

mesure mal de tels impératifs. L'armée britannique connaît un regain de tensions entre les décideurs politiques et militaires du fait de la mainmise des premiers sur la communication institutionnelle et des rapports étroits et officieux entre journalistes et officiers. Enfin, l'armée israélienne a certes réussi à démontrer sa capacité à rivaliser avec les organisations palestiniennes dans l'opération « plomb durci » de janvier 2009, montrant ainsi sa maîtrise des moyens de communication du Web 2.0, mais essentiellement à destination des opinions publiques occidentales ou israéliennes, aux dépens d'une véritable conquête des esprits et des cœurs des populations locales, selon l'impératif de la contre-insurrection classique. Le mouvement d'adaptation vers le pôle de la guerre 2.0 aboutit ainsi à contredire la spécialisation et la professionnalisation des forces armées occidentales, pourtant au cœur de leur évolution séculaire. Par ailleurs, l'accent mis sur la recherche de stratégies et de pratiques contre-insurrectionnelles est ambivalent. Il révèle certes la compréhension des ressorts de la guerre irrégulière « classique », à savoir l'appréhension et la maîtrise des conditions socioculturelles et politiques locales. Mais il démontre peut-être une incapacité à s'inscrire véritablement dans le nouveau paradigme. En effet, outre le caractère moins « populo-centrée » des insurrections contemporaines, celui-ci semblerait nécessiter davantage de décentralisation des responsabilités sous la forme d'une subsidiarité dans la décision militaire autant que dans la diffusion de l'information, à rebours du fonctionnement hiérarchique des forces armées. Dans une perspective de longue durée, l'évolution que le livre met en lumière concernant l'augmentation du contrôle social des militaires grâce aux changements technologiques est peut-être sur le point de s'infléchir. En effet, si le télégraphe permet le contrôle stratégique, le téléphone de campagne le contrôle opératif et la radio le contrôle tactique, Internet et le téléphone portable introduisent un élément potentiellement anarchique qu'illustre la prolifération des réseaux d'échange tactiques ou des *blogs* militaires.

Au final, l'ouvrage se veut une conceptualisation originale des modes contemporains de conflictualité. Il semble bien que l'oscillation entre les types idéaux définis plus haut décrive précisément les évolutions actuelles, tant pour les acteurs militaires conventionnels (mais le sont-ils encore ?) que pour les mouvements non étatiques. S'inscrivant dans un débat à la mode au sein de la communauté de défense du monde anglo-saxon, le livre de M. Hecker et T. Rid apporte une réelle valeur ajoutée dès lors qu'il met en lumière les possibles implications de la combinaison entre la guerre irrégulière du 21^e siècle et les pratiques sociales de l'Internet interactif. La conclusion n'est pas la moins paradoxale : les mouvements les plus extrémistes ne peuvent certainement pas être défaits car ils sont rendus plus viables. Mais par le fait même de leur extrémisme et de cette survie obtenue hors des schémas classiques du large soutien politique, ils sont aussi condamnés à ne jamais réussir. Loin de toute réflexion a-historique (les évolutions décrites ne sont pas réellement nouvelles en ce qu'elles s'inscrivent dans des processus plus anciens) ou du tout « technologisme » (les véritables évolutions sont sociales plus que techniques), cette analyse ouvre ainsi de stimulants champs de recherche pour l'histoire militaire et les études de défense, et invite les praticiens à cultiver la vertu de prudence par la gestion des coûts des opérations extérieures.

Stéphane TAILLAT

Centre de recherche interdisciplinaire en sciences humaines et sociales (CRISES)

Université Paul-Valéry